

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA LUTTE OUVRIÈRE

Organe Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik-Léniniste)
Section Française de la IV^e Internationale



LE PLAN REYNAUD-DALADIER :

Affamer le Peuple Travailleur ouvrir la porte au fascisme

Il est temps d'organiser le front unique de défense !

Préparation de la grève générale par les Congrès des Délégués Ouvriers

Les décrets-lois Reynaud-Daladier doivent trouver une riposte d'envergure de la classe ouvrière.

Contre la vie chère : ECHELLE MOBILE DES SALAIRES !
Contre les décrets « sociaux » : RETOUR AUX 40 HEURES, CONTRÔLE OUVRIER SUR L'EMBAUCHE ET LA DEBAUCHE !

Retraite aux vieux, caisse des calamités agricoles, AUX DEPENS DU MONSTRUEUX BUDGET DE GUERRE !

Voilà sur quelles bases les exploités peuvent s'unir.

Et pour y parvenir, une seule voie : PRÉPARATION DE LA GREVE GÉNÉRALE PAR OCCUPATIONS DES USINES.

Au Congrès de la C.G.T., on a préconisé une grève de 24 heures. Ce serait là une démonstration impuissante.

C'est à la base, dans tous les bureaux et ateliers qu'il faut préparer une grève générale sans limitations, avec occupation.

Cela doit être préparé par des CONGRÈS DES DÉLÉGUÉS OUVRIERS, réunis par industries et par régions. Déjà, un mouvement dans ce sens a été esquissé dans les usines et grands magasins parisiens. Dans plusieurs arrondissements, les délégués de la métallurgie sont venus proposer au Centre syndical local l'organisation de Congrès des délégués de la métallurgie, pour examiner le mouvement.

Les responsables et les militants doivent réunir les sections syndicales, faire des réunions de personnel à la sortie des entreprises.

Les sections syndicales doivent s'adresser aux autres bureaux de section, envoyer des délégués aux grosses usines, aux sections locales. Sur cette base, il faut constituer des Comités de liaison, de préparation de la grève générale.

C'est la seule voie pour organiser un mouvement puissant en brisant l'offensive patronale. La soi-disant « expérience Reynaud » est tout simplement un coup de massue du patronat pour démolir d'un coup les conquêtes de juin 36.

C'est la voie ouverte à la misère et à la ruine des libertés. Une telle situation a été permise par les capitulations successives du Front Populaire, dominé par les radicaux, à commencer par la politique de la « pause » de Léon Blum, soutenue par les votes de la Chambre.

Les chefs du Front Populaire et de la C.G.T. qui ont préparé cette situation ne sont pas qualifiés pour mener la lutte contre ses conséquences. C'est des masses elles-mêmes que doit venir l'organisation de la riposte. C'est dans les sections d'entreprises, dans les réunions des délégués d'usines que doit s'élaborer la contre-offensive nécessaire.

La classe ouvrière sera l'épine dorsale du large front unique de tous les exploités qu'il faut dresser contre le fascisme.

Debout contre le plan de misère et de fascisme du patronat !

Vive les Congrès de délégués pour l'organisation de la grève générale !

IL FAUT LIBÉRER tous les antifascistes d'Espagne

Nos camarades Munis et Carlini sont toujours emprisonnés et menacés du procès criminel fabriqué par la Guépéou à Barcelone.

Grandizo Munis est accusé d'avoir assassiné le capitaine Narvitch. Le seul « témoin » est un soi-disant « Max ou Joan », selon l'acte d'accusation. En réalité, ce Max était un provocateur de la Guépéou, commissaire aux Brigades staliniennes, entré en relation avec nos camarades. Il est venu à Paris où il a tenté — vainement d'ailleurs — d'entrer en relations avec le P.O.I. au moment de l'arrestation de nos camarades (livrés par lui). C'est un allemand, aux ordres directs de la Guépéou.

Par-dessus le marché, les agents staliniens ont extorqué à L. Zanou, sous la menace de mort, de faux « aveux » que celui-ci a ensuite rétractés, pleinement et par écrit, à plusieurs reprises, devant les juges d'instruction.

Dans plusieurs lettres dont nous avons publié des extraits, Munis a démasqué la provocation, fourni des alibis complets, exigé des confrontations. Narvitch a été sans doute assassiné par la Guépéou elle-même, comme tant d'autres, pour sa « tiédeur ». En réalité, par cette provocation, on voulait briser le

groupe bolchevik-léniniste de Barcelone.

Après le procès du P.O.U.M. au cours duquel les faux staliniens ont été officiellement démasqués, Munis et Carlini doivent être libérés sans délai. Grandizo est mexicain, Carlini est italien. Puisque M. Négrin renvoie tous les volontaires, il doit aussi renvoyer nos camarades, à qui le droit d'asile en France doit être garanti !

Tous les groupes du parti, tous les secteurs sympathisants doivent agir sans délai auprès des organismes du gouvernement espagnol pour obtenir la libération de nos camarades TOUJOURS MENACÉS DE MORT.

Il faut collecter des fonds pour leur soutien et les adresser au Secours International (11, rue Jean-de-Beauvais). Il faut faire parvenir à la LUTTE OUVRIÈRE des ordres du jour et les faire voter dans toutes les assemblées ouvrières ! En outre, il faut songer aux collis à envoyer aux prisonniers, qui sont doublement affamés, étant donné que toute la population civile est elle-même dans le plus grand dénuement.

Pas de relâchement ! Serrez les rangs contre la répression ! Tous debout pour la défense de la Quatrième Internationale !

Notre assemblée commémorative d'octobre 1917, le 11 novembre, a connu un plein succès. 400 personnes remplissaient la salle.

Naville, qui présidait, plaça la réunion sous l'invocation des victimes de notre mouvement, au premier rang desquelles Klement, Erwin Wolf et Sedov.

Il prit la parole au nom des JSR, montrant tout ce que la Jeunesse avait appris de la Révolution Russe, dont les leçons véritables lui sont maintenant transmises par Trotsky.

Après lui, Rousset exposa les grands traits de la politique des bolcheviks, en Russie et internationalement, de 1917 à 1923. Il réfuta énergiquement les arguments qui prétendent que Staline est le « fils légitime » de Lénine, que stalinisme et bolchevisme sont synonymes.

Par l'exemple de la diplomatie soviétique en 1918, de la soule politique de Lénine d'alliance du prolétariat et des paysans pauvres, il montra comment le bolchevisme avait su louver, dans les difficiles conditions d'isolement de la révolution, mais en mettant son espoir dans le prolétariat international.

Le stalinisme, au contraire, né avec la nouvelle bureaucratie, tourne le dos à la révolution mondiale, et passant la limite des compromis, trahit les ou-

vriers en les vendant à la bourgeoisie démocratique. Rousset affirme notre confiance dans les leçons d'octobre pour renouer la vraie tradition socialiste du prolétariat.

Naville donne ensuite la parole à André Breton. Breton a visité le Mexique au cours de cet été. Il a vécu plusieurs semaines auprès de Trotsky et de Diego Rivera, son hôte. Nous ne résumerons pas facilement son discours. D'ailleurs nos lecteurs le trouveront dans son entier dans le prochain numéro de Quatrième Internationale.

André Breton se place sur le terrain de la défense des idées révolutionnaires et de l'art indépendant. De Trotsky, il cherche à définir les traits les plus humains. Il trace un tableau émouvant de sa jeunesse, de sa curiosité toujours aux aguets, de son dévouement sans limite, de sa passion révolutionnaire indomptable. Il parle aussi de ses dévoués compagnons d'exil, de Diego Rivera, l'artiste et le révolutionnaire confondus. Il explique comment c'est au cours de cette visite et des discussions qui s'y déroulèrent que naquit l'idée de la Fédération Internationale de l'Art Révolutionnaire Indépendant, aujourd'hui en voie d'organisation.

(Lire la suite page 2, 3^e colonne)

VIVE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE !

400 personnes ont assisté à notre meeting commémoratif



Ci-dessus : L. TROTSKY en conversation avec Diego RIVERA (au centre) et BRETON

A l'école de Hitler... A BAS LA TERREUR CONTRE LES IMMIGRÉS !

L'attentat de Grynspan contre Von Rath a servi de prétexte à toutes les réactions, pour exiger une nouvelle répression contre tous les travailleurs immigrés.

Sarraut vient de prendre un décret-loi qui aggrave encore la situation de ce sous-prolétariat, qui est véritablement mis hors la loi.

Le mariage des étrangers est « réglementé ». Une procédure de déchéance de nationalité rapide est instituée, et pourra être prononcée, immédiatement pour « actes contraires à l'ordre public ».

Le naturalisé ne jouira du droit de vote qu'au bout de 5 ans. Des centres spéciaux de surveillance sont créés. La peine de rélegation est prévue pour les étrangers qui « s'obstineraient à enfreindre des ordres de départ ». Enfin, on crée des brigades de gendarmes frontière (1500).

Enfin, la carte d'indemnité pour les étrangers passe de 200 à 400 francs. Et les ouvriers étrangers n'auront pas le droit d'être les délégués ouvriers.

Déjà, sont créés des camps de concentration, où de nombreux ex-militaires d'Espagne sont envoyés, avec travail forcé.

Voilà, à l'école de Hitler, la politique des radicaux, qui versent des larmes hypocrites sur le sort des juifs en Allemagne !

Il faut organiser dans tout le pays

une protestation contre cette politique honteuse, organiser l'aide aux réfugiés. « La France aux Français », c'est le mot d'ordre antisémite et xénophobe de toute la réaction.

La France aux travailleurs, à tous les travailleurs, voilà ce que nous voulons.

Après l'attentat contre von Rath

A force d'exiger la répression bourgeoise contre le « trotskysme », les chefs staliniens finissent par l'attirer sur leurs propres troupes.

Ces messieurs ne cessent d'amener la police et l'Etat bourgeois contre le P.O.I. L'Etat bourgeois en profite pour menacer toute la classe ouvrière, y compris les ouvriers staliniens, des camps de concentration...

Voilà le résultat de la politique de division des chefs staliniens, qui préféraient faire l'alliance avec Daladier, Herriot et Cie, en faisant assassiner les hommes de la IV^e Internationale.

Voici encore un exemple de cette politique absolument contraire aux intérêts du prolétariat.

Le jeune Grynspan, démoralisé et torturé par les persécutions d'Hitler

LES MOTS D'ORDRE DU P.O.I. en faveur des immigrés

Abrogation des décrets-lois Sarraut du 2 mai et du 12 novembre.

DROIT D'ASILE INTEGRAL
Le droit d'asile n'est qu'un vain mot si le réfugié est soumis aux vexations, aux pressions policières, etc... Chaque cas ou groupe de cas de violation du droit d'asile (et il y en a par centaines...) doit faire l'objet d'une campagne systématique.

A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL
Suppression des contrats de travail spéciaux pour les immigrés (mines, agriculture en particulier). Secours de chômage aux étrangers comme aux Français. Les conventions collectives doivent être intégralement applicables aux étrangers. Elles doivent être étendues à tous à la campagne. Egalité absolue des salaires et des allocations diverses (vie chère, familiales, etc...).

DROITS EGAL
Suppression du contrôle policier, et des officines gouvernementales fascistes et cléricales étrangères. Droit d'éligibilité aux postes de délégués d'entreprises, droit d'administration des syndicats. Droits électoraux et d'éligibilité dans les organisations municipales. Libre droit de participation à toutes les formes de la vie sociale, avec tous les devoirs qui en découlent devant la classe ouvrière.

DROITS CULTURELS
Liberté intégrale de publication de journaux en toutes langues (y compris l'arabe et l'annamite). Possibilité d'organisation de cercles, d'association diverses d'amitié prolétarienne entre Français et immigrés.

contre les juifs polonais, tire sur le fonctionnaire nazi von Rath.

Que fait l'Humanité ? Cherche-t-elle à expliquer le geste du jeune Polonais, à montrer que les régimes de tyrannie totalitaire, où la démocratie est complètement supprimée, engendrent fatalement des gestes individuels, désespérés ?

Non ! Pour elle, c'est toujours très simple : c'est un coup du « trotskysme ». Le 9 novembre, elle écrit : « ...La police sait certainement comme nous que le jeune Grynspan était en relations suivies avec les milieux trotskystes, où pullulent les agents de la Gestapo. Est-il si invraisemblable qu'un ou plusieurs de ces misérables ait dit : « Ta famille est persécutée ; ses biens lui sont ravis. Ça ne peut durer. Venge-toi, venge-toi ». Nous croyons fermement que là est la vérité. »

Bien entendu, cette dénonciation abjecte ne reposait exactement sur rien. Pas un seul autre journal que celui de Staline n'a émis cette hypothèse.

Le lendemain, les gredins de l'Humanité reculent. Ils se bornent à rappeler : « quel rôle ténébreux avait pu jouer un agent de la Gestapo introduit dans les milieux trotskystes de Paris que Grynspan fréquentait ».

Le 11, le torchon se défile complètement : « Hitler avait besoin d'un prétexte... Ce prétexte, il l'a trouvé, pour ne pas dire plus... ». Depuis, motus !

Ainsi, les provocateurs et les mouchards sont pris sur le vif. On sait d'ailleurs que la Guépéou ne se prive pas de fabriquer des faux en série qu'elle transmet à la police impérialiste française comme « dossiers » contre les trotskystes.

Combien de paisibles lecteurs de l'Humanité se bornent à considérer ces infamies comme « un bon tour » joué au P.O.I. ?

Mais voici le revers de la médaille. Prenez au hasard la presse fasciste. Par exemple, le discours prononcé le 13 par M. Montigny. Lisez :

« Il faut déclarer illégal le parti communiste, le dissoudre, ouvrir contre ses chefs des informations pénales pour vérifier s'ils ne tombent pas sous le coup de la loi sur l'espionnage. Le chemin du salut national passe d'abord par le camp de concentration où devront être rassemblés ces hommes. »

(Lire la suite page 4, 5^e colonne)

Camarade,

pense aux victimes de la répression. Envoie ton obole pour

LE SECOURS INTERNATIONAL

DIFFUSEZ EN MASSE

la brochure éditée par le P.O.I. : « Une loi barbare contre les immigrés en France ».

Prix de l'exemplaire : 0 fr. 50. Par 10 exemplaires : 4 fr. 50.

Commandes aux Publications Populaires, Naville 1333-80-Paris.

HITLER ET L'UKRAINE

Les accords de Munich ont modifié profondément le rapport des forces impérialistes en Europe Centrale et Orientale. A l'oppression du bloc impérialiste « démocratique » franco-anglais succède l'oppression de l'axe impérialiste fasciste germano-italien dans lequel l'Allemagne détient, et de loin, la prépondérance.

A Munich, l'Allemagne s'est assurée d'une part, la main-mise sur les réserves considérables de matières premières que renferme cette partie de l'Europe, d'autre part, une base militaire de tout premier ordre pour son expansion future vers l'est. D'une menace imprécise, le « Drang nach Osten » se transforme chaque jour en une réalité brutale aux lointaines conséquences.

Considéré sous cet aspect, l'accord signé à Vienne, le 2 novembre dernier par Ribbentrop et Ciano prend sa pleine signification.

Le diktat de Vienne, sous-produit de Munich, succède au diktat de Trianon, sous-produit de Versailles. Les oppresseurs des nationalités slaves, ukrainienne, hongroise, juive changent de nom, l'oppression reste la même.

HITLER, « PROTECTEUR » DE LA RUSSIE SUBCARPATHIQUE

Le jeu de l'Allemagne apparaît clair. Sous le prétexte de conserver à la Russie Subcarpathique son indépendance dans le cadre de l'Etat Fédéral tchéco, elle n'a eu, en s'opposant à l'établissement d'une frontière commune entre la Hongrie et la Pologne, qu'un seul but : s'assurer une base pour une opération politique de grande envergure qu'elle se propose de réaliser dans un proche avenir : la main-mise sur l'Ukraine.

La Russie subcarpathique, appelée encore Ruthénie ou Ukraine subcarpathique, ne constitue, en effet, que le secteur avancé en Europe centrale des territoires peuplés par près de 40 millions d'hommes parlant la langue ukrainienne. Adossé au versant sud des Monts des Carpates, ce pays pauvre, grand à peine comme deux départements français, dont une agriculture quasi-primitive représente la seule ressource, s'est vu amputé, par l'accord de Vienne, de ses deux villes les plus importantes, entre autres, Uzhorod, le centre administratif, avec ses 25.000 habitants.

Une simple bourgade, Chust, va être élevée au rang de capitale. Il lui faudra rétablir avec Prague les communications directes par route et par fer dont il est désormais privé. Le nombre de ses habitants passe de 725.000 à 640.000. Moins encore que par le passé, ce pays n'est donc capable d'une vie économique indépendante ; il est un simple pion sur l'échiquier impérialiste.

Avant la guerre, le tsarisme avait tenté d'en faire un instrument de pénétration de l'influence russe dans l'Empire d'Autriche-Hongrie. Lorsqu'éclata la Révolution de février 1917, un mouvement se dessina dans le pays pour le rattachement à la Russie. De toute l'autorité de leurs dollars, les 40.000 émigrés ruthènes aux Etats-Unis l'appuyèrent, puis en prirent la tête. A leur congrès tenu à Washington, en juillet 1917, ils adoptèrent une résolution favorable au rattachement à la Russie, sous réserve de l'autonomie. Après la prise du pouvoir par les bolcheviks en Russie, ils se tournèrent vers les Tchécoslovaques et, finalement, en 1919, se prononcèrent pour le rattachement à la Tchécoslovaquie « démocratique ». Les traités de Trianon et de Saint-Germain différencièrent l'oppression de la bourgeoisie tchèque qui promit à la Russie subcarpathique une prochaine autonomie.

Cette « autonomie », elle l'a attendue jusqu'à ces jours derniers. Et l'on voit déjà quelle liberté a acquise le peuple ruthène. Au sein du gouvernement se poursuivent les luttes de cliques entre les représentants des diverses puissances étrangères : le ministre Brody, porte-parole de la Hongrie, a pris le chemin de la prison. La bourgeoisie ruthène interdit les organisations ouvrières et instaure un régime fasciste. Sous la tutelle d'Hitler, par l'entremise de Prague, elle se pose en championne de l'indépendance ukrainienne.

L'OPPRESSION DE LA MINORITE UKRAINIENNE EN POLOGNE ET EN ROUMANIE.

Les défilés des Carpates sont aisés à franchir. En Pologne, la propagande pour l'indépendance trouve un terrain des plus favorables parmi la minorité ukrainienne. Forte de 6 à 7 millions d'individus, celle-ci, concentrée en Galicie orientale, a su conserver, malgré l'atroce répression exercée par les gouvernements de Pilsudsky, des colonels et Rydz-Smigly, ses écoles, ses coopératives, sa langue, ses traditions, en un mot, un mouvement national vivant. Dans les dernières semaines, la minorité ukrainienne relève la tête. Chaque jour, à Lwow et dans les campagnes environnantes, de sanglantes bagarres mettent aux prises ukrainiens et fascistes polonais.

L'agitation gagne la Roumanie où se trouvent groupés en Bukovine et en Bessarabie du nord et du sud, plus d'un million de paysans ukrainiens. Dans la campagne de Bukovine circulent des tracts qui réclament l'indépendance de la minorité ukrainienne qui ne l'a pas plus malgré ses efforts pour les disperser dans les provinces centrales, le gouvernement n'a pu « assimiler ».

L'IMPERIALISME ALLEMAND CONVOITE L'UKRAINE DEPUIS LONG-TEMPS.

Mais ces dix millions d'ukrainiens et les territoires qu'ils occupent ne sont pour Hitler que du hors-d'œuvre.

Le plat de résistance, c'est l'Ukraine Soviétique. Sur cet immense territoire qui, au sud de la Russie blanche, s'étend jusqu'à la mer Noire, et à la mer d'Azov les richesses abondent : blé, chevaux, moutons, minéral de fer, houille du bassin de Donetz.

Avant 1914, l'Ukraine fournissait les trois quarts du charbon de l'empire tsariste, les deux tiers des minerais de fer, les neuf dixièmes des blés exportés par la Russie. Aussi la monarchie des Romanov veillait-elle jalousement sur ces trésors. En Ukraine, le propriétaire terrien, le capitaliste, l'avocat, le journaliste, étaient grands-russiens, polonais ou juifs, et, avec l'appui de certaines couches d'ouvriers grands-russiens, constituaient l'instrument de « russification ».

Dès mars 1917, secouant le joug de la bourgeoisie grand-russe, la petite bourgeoisie tenta d'échapper à l'autorité du gouvernement central. Elle mit à profit les aspirations des masses paysannes qui, avec le retour à leur langue maternelle, se trouvaient amenées à réclamer des écoles, des tribunaux, une administration autonome.

Une sorte d'assemblée nationale ukrainienne fut constituée à Kiev, la Rada, où prédominaient les éléments conciliateurs. Après octobre, elle s'opposa au pouvoir des Soviets, d'abord sournoisement, puis bientôt, par la lutte armée. Dans le même temps, elle sollicitait l'appui à la fois de l'impérialisme allemand et de l'impérialisme français, et les obtenait tous deux.

Mais les baïonnettes allemandes, toutes proches, l'emportaient et, durant les pourparlers de Brest-Litovsk, en janvier 1918, les représentants du gouvernement « autonome » ukrainien furent de simples marionnettes dont Berlin tirait les ficelles. Le 26 janvier, les bolcheviks s'emparèrent de Kiev. Les « patriotes » ukrainiens, avec, en tête, Petlioura, sollicitèrent alors l'intervention armée de l'Allemagne dont les troupes occupèrent le territoire d'Ukraine après deux mois de combats.

Avec l'occupation, commença le pillage systématique des produits alimentaires et des matières premières. A Brest-Litovsk, les représentants de la Rada avaient accepté une clause secrète prévoyant la livraison d'au moins un million de tonnes de blé aux puissances centrales.

L'état-major allemand, agissant comme dans une colonie, élaborait un vaste plan de mise en valeur du pays, qu'il ne voulait considérer que comme la première étape de l'expansion future vers la Mésopotamie, l'Arabie, Bakou et la Perse.

Les Allemands se trouveront dans l'obligation de chasser la Rada, cependant peu gênante, mais dont le discrédit dans le pays était total. Il est toujours plus aisé de manier un seul fanatisme qu'une dizaine : le 28 avril, le chef militaire allemand nomma le général tsariste Skoropadski, hetman d'Ukraine. Les rapines continuèrent jusqu'à l'effondrement de l'armée allemande en automne 18.

Après deux années de luttes souvent confuses, de succès et de revers alternés, les bolcheviks parvinrent à instaurer le pouvoir des Soviets avec à leur tête, Rakovski.

Entre temps, l'impérialisme français avait tenté lui aussi de s'intéresser à l'Ukraine. Mais la mutinerie de la flotte française en Mer Noire le contraignait à une retraite précipitée.

A dater de 1920, l'Ukraine s'intègre à l'URSS dont elle partage le sort et les vicissitudes politiques. De grands centres industriels se développent : le fameux Dnieproustroi, Stalingrad, Kharkov, centre industriel et prolétarien, prend, comme capitale, la place de Kiev où l'influence retardataire du village est plus forte.

En 1928, la collectivisation forcée ravage la campagne ukrainienne plus féroce encore que dans le reste du pays. Les ouvriers et les paysans cherchent dans le mouvement nationaliste un refuge contre l'oppression de la bureaucratie stalinienne.

Les épurations frapperont tour à tour les ouvriers d'avant-garde, le mouvement nationaliste renaissant. En 1934, Skrypnyk, qui a succédé à Rakovski comme président du Conseil des Commissaires du Peuple, est acculé au suicide.

Dans cette région de toute première importance stratégique, les exécutions de chefs militaires succèdent, à un rythme infernal, aux destitutions.

Ici, comme partout ailleurs, Staline ne révèle le meilleur auxiliaire d'Hitler qui, déjà, a pris en mains le mouvement d'« indépendance ». De Berlin, les émissaires partent vers l'Ukraine pourvus de moyens puissants.

La lutte se poursuit, sourde, mais violente. En mai dernier, le colonel Konovaletz, chef de la plus forte organisation nationaliste ukrainienne, tombait en pleine rue de Rotterdam, victime d'un mystérieux attentat auquel la G.P.O. n'était probablement pas étrangère.

Le travail de sape à l'intérieur corrobore la préparation ouverte qu'imposent les besoins toujours croissants de l'industrie allemande. Car, le charbon et le minéral de fer de l'Ukraine ne sont-ils pas les bases réelles et solides de l'antibolchevisme d'Hitler ?

CE QUE DOIT ETRE LA VERITABLE INDEPENDANCE

Pour les ouvriers et les paysans ukrainiens d'URSS, de Galicie, de Bukovine

Il faut arracher les libertés démocratiques en Indochine !

Vive « LA LUTTE »

Nous avons reçu le premier numéro du journal **Tranh Dieu**, qui remplace « La Lutte », antérieurement publié en français par nos camarades de Cochinchine.

Cette publication en langue annamite, donc accessible aux masses, a été rendue possible par l'abrogation en Cochinchine du régime de « l'autorisation préalable », c'est-à-dire l'octroi d'une semi-liberté de la presse.

La bourgeoisie française espère ainsi faciliter la corruption réformiste dans les milieux ouvriers. Mais nos amis utilisent la liberté nouvelle, même limitée, par la publication de leur journal. Les travailleurs français saluèrent chaleureusement ce nouvel organe. Ils connaissent déjà largement l'action de « La Lutte » dans le passé. Ils ont éprouvé leur combat incessant pour un front unique étroit avec les travailleurs staliniens, front unique qu'ils parvinrent à réaliser malgré les diviseurs aux ordres de Gitton-Thorez et certaines oriques sectaires complètement inopportunes.

La tradition de « La Lutte » est appuyée par tout notre mouvement international qui espère que le combat de **Tranh Dieu** entraînera une action redoublée pour la libération de **Ta-Thu-Thau**, Tao, et les dizaines d'autres emprisonnés.

NOTRE MEETING du 11 Novembre

(Suite page 4)

Chemin faisant, Breton exécute les intellectuels du genre d'Aragon, « mouchard héréditaire », descendus aux œuvres de basse police, et la clique des prétendus Maisons de la Culture.

Aux côtés de la Révolution prolétarienne organisée, les intellectuels — ceux qui sont dignes de ce nom — ont leur place : dans la pleine liberté de leur art, quelque soit sa licence, exprimant à leur manière l'insécurité, l'insatisfaction, la division, de la conscience opprimée, refoulée et comme massacrée par les conditions d'existence faites aux masses par le Capitalisme.

Comme le dira Naville après Breton, ce sont ces préoccupations de « Galligence que nous souhaitons voir associées à la science sociale, au parti ouvrier, et non les « droits de l'Intelligence » que M. Duclos définit dans la pratique comme le devoir des savants et des intellectuels de collaborer à la préparation de la guerre impérialiste et à la répression contre-révolutionnaire.

Notre camarade Clart fait ensuite le tableau de la situation de l'URSS, après vingt et un ans d'existence. Il justifie notre politique de défense de l'URSS, montrant que l'offensive d'Hitler et du capitalisme mondial vise surtout à briser en URSS la propriété collective du sol et les moyens de production, à rompre le monopole du commerce extérieur. Staline lui-même, comme toute la bureaucratie, sape les bases de l'Etat ouvrier, mais en même temps un peut céder directement à la pression du capitalisme mondial.

Clart montre pourquoi la défense de l'URSS nécessite la liquidation de la politique de Staline, surtout sur le plan international. Après Munich, on voit le résultat de la soumission aux directives de la bourgeoisie démocratique : attaques renforcées contre l'URSS et contre le prolétariat international. En France, le parti dit communiste est rejeté dans l'opposition, et en pleine crise. Il est interdit ou disparu dans les trois-quarts de l'Europe. La renaissance du mouvement doit partir de France. Il faut d'abord organiser le front-unique de défense, sur les mots d'ordres de transition, et ressouder l'avant-garde, ce qui est l'objet de la politique d'unité du POI vis-à-vis du PSOP.

Finalement, G. Rosenthal rappela brièvement le rôle joué par les Procès de Moscou dans l'évolution de l'URSS. Il mit en garde contre la préparation d'un nouveau procès dirigé contre nous, et appela à la solidarité autour de nos victimes.

Le meeting se termina aux cris de « Vive la révolution d'Octobre ! Vive la Quatrième Internationale ! et par le chant de l'Internationale !

« Ajoutons que le Secours International avait établi un stand très bien conçu, qui lui permit de recueillir souscriptions et dons et de vendre Bulletins et Brochures. Plus de 200 fr. de brochures du POI furent vendus par les Publications populaires.

et de Ruthénie qui, durant les années de 1917 à 1927, avaient pu entrevoir l'aube de la libération, « l'indépendance nationale », à la remorque d'une bourgeoisie féroce à la solde d'Hitler, ne peut signifier qu'une forme nouvelle d'oppression.

Comme en 1917, ils devront prendre leur sort en leurs mains. Comme en 1917, dans la lutte armée contre tous les oppresseurs, ils devront bâtir leur pouvoir des Soviets et, pour la première fois dans l'Histoire, 40 millions d'Ukrainiens pourront construire la grande république libre d'Ukraine.

G. GIRAL.

De nouvelles condamnations menacent les rédacteurs de la « Lutte », le vaillant hebdomadaire de Saigon. Il s'agit de condamnations à plusieurs années de prison infligées pour les articles parus dans le journal en solidarité avec les cochers de tilburys de Saigon et de Cholon lors de leur grève de décembre 1935.

Pour ces articles, Ta-Thu-Thau, Dong-Bach-Mai, Tran van Tach et Gano-fsky avaient été une première fois condamnés par le tribunal correctionnel de Saigon par application du décret scélérat du 4 octobre 1927. Mais la Cour d'Appel les avait acquittés le 19 mai 1936 en décidant tout de même que seule la législation sur la presse (loi du 29 juillet 1881) pouvait leur être appliquée, à l'exclusion du décret Perrier.

Mais le Procureur général se pourvut devant la Cour de Cassation qui, à son tour, a cassé l'arrêt de Saigon en décidant bel et bien que le décret Perrier avait créé un délit spécial et que ses sanctions étaient applicables aux rédacteurs de la « Lutte ». L'affaire fut pourvoyée devant la Cour d'Appel de Saigon qui se conforma docilement et prononça le 13 mars 1938 de lourdes peines de prison qui menacent les courageux rédacteurs de la *Lutte* et notamment Ta-Thu-Thau depuis si longtemps maintenu en prison.

L'imbroglio juridique revient à savoir si la presse ouvrière indochinoise jouira du régime général de la presse édicté par la loi du 29 juillet 1881 « applicable en France, en Algérie et dans les Colonies » ou si, au contraire, l'arbitraire gouvernemental pourra

S. I. P.

Abonnez-vous au SERVICE D'INFORMATION ET DE PRESSE éditée par le Secrétariat de la Quatrième Internationale (Edition française).

Paraît tous les 15 jours. Ecrire à la Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris, 10^e. — Abonnements : 6 mois, 13 fr. — 1 an, 25 fr. (versements au c.c.p. Roussel 2247-23 Paris).

Tous les groupes du POI et du JSR doivent être abonnés au SIP qui leur apporte des informations indispensables. Le numéro 3 vient de paraître.

QUATRIÈME INTERNATIONALE

Hâtez-vous de commander le numéro 12-13 (Septembre-octobre), qui contient tous les documents de la Conférence de Fondation de la IV^e Internationale.

Ce numéro comporte 64 pages et n'est vendu qu'au prix de 5 francs.

En plus du programme : « L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale », se trouvent réunis un article de Trotsky (un grand succès) ; les procès-verbaux de la Conférence ; d'importantes études sur la guerre en Extrême-Orient et le rôle mondial de l'impérialisme américain ; des résolutions sur la France, l'Angleterre, le Mexique, la Pologne, la Grèce ; des appels et résolutions sur la solidarité internationale, sur les emprisonnés ; les documents de la Conférence des Jeunes, etc.

Ce recueil est une arme formidable contre les ennemis de la IV^e Internationale.

Le numéro de Novembre contiendra des articles sur la Tchécoslovaquie, sur les Décrets R. Reynaud, sur le mouvement ouvrier dans la crise de septembre ; des articles de A. Breton (sur L. Trotsky), de Trotsky (sur l'URSS, etc.), d'Elsa Reiss, sur « Ludwig », etc.

Nous invitons tous les dépositaires de la revue à régler rapidement leurs ventes, s'ils désirent recevoir régulièrement les numéros suivants.

Pour le Congrès du Parti, la situation de la revue devra être sérieusement examinée. Toutes les cellules doivent faire un gros effort pour sa diffusion.

Trois devoirs impérieux :

S'abonner à la Lutte Ouvrière
Faire des abonnés
Souscrire chaque semaine

toujours s'abattre sur les journalistes en application du décret Perrier.

La loi du 29 juillet 1881 fondée ce qu'on appelle en France « la liberté de la Presse ». Les sanctions contre l'agitation politique ne manquent pas dans cette loi comme on le sait, mais elles comportent des peines moindres et exigent des conditions plus restrictives que le décret Perrier. Le décret Perrier, sous le couvert de la dénomination arbitraire de « menées subversives » autorise des condamnations à un à cinq ans de prison contre les auteurs des articles de « nature » à troubler la paix publique. La loi sur la presse restreint rigoureusement la possibilité de la détention préventive. Le décret Perrier couvre toutes les incarcérations. En fait, c'est l'abolition complète de toute possibilité d'expression.

Or, il résulte très clairement des textes législatifs que le décret-scélérat Perrier visait les « textes contre la sûreté publique » autres que ceux con-

nus « par la voie de la presse » que la loi du 29 juillet 1881 ne permettait pas d'atteindre. Son application illégale aux délits de presse et d'opinion vise à étouffer complètement la presse libre des ouvriers et des paysans indochinois et à écraser sous les années de prison des juges colonialistes les courageux pionniers comme Tha-Thu-Thau.

A l'heure actuelle, les condamnés de Saigon se sont pourvus devant la Cour de Cassation contre l'arrêt qui les frappe.

Le Secours International a chargé M^r Hersant, avocat à la Cour de Cassation, de soutenir leur pourvoi et il appelle les travailleurs à assumer les frais du procès soutenu par nos camarades indochinois et pour la liberté élémentaire de la presse des opprimés coloniaux. Dans le même temps, ils appelleront leurs organisations et leurs journaux à exiger la liberté totale de la presse aux colonies et l'abolition du décret scélérat. — G. R.

JEUNES !

Retenez votre soirée du **10 DÉCEMBRE**

GRANDE FETE DE « REVOLUTION »

Organe des Jeunesses Socialistes Révolutionnaires

DES CHANTS DU THÉÂTRE DE LA DANSE

SALLE SUSSET, 206, Quai de Valmy

Cartes en ventes au P. O. I. et aux J. S. R. **15, Passage Dubail**

PUBLICATIONS POPULAIRES

OUVRAGES DE L. TROTSKY

La révolution trahie (1937) . . . 18 »
L'Internationale communiste après Lénine (1928) 24 »
La Révolution Permanente . . . 24 »
La bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov 3 »
Où va la France ? 7 50
La seule Voie (1932) 2 »
Problèmes de la Révolution allemande (1931) 2 50
Vie de Lénine (T. I) 16 »
La leçon de l'Espagne, dernier avertissement 1 »
Les Crimes de Staline 20 »

Wullens-Rosmer-Serge :
L'assassinat de Reiss 7 »
D. Guérin. Fascisme et grand capital 1 »
J.S.R. Où vas-tu, jeune travailleur ? 1 »
J. Jolinton. Les mutineries de Mai-Juin 1917 2 »

Lénine. Le krach de la II^e Internationale 4 »
Lénine. L'Etat et la Révolution 4 50
Lénine. K. Marx et sa doctrine 2 50
Marx et Engels. Manifeste communiste 2 »
Thèses, manifestes et résolutions des quatre premiers congrès de l' I. C. 20 »
A. Rosmer. Histoire du mouvement ouvrier pendant la guerre 36 »
C. Naville. A. Gide et le Communisme 5 »
L. Sedov. Livre rouge sur le procès de Moscou 2 »
Sur le procès de Moscou : 18 questions. 18 réponses 0 50
Que veut le P.O.I. ? 1 » (par 10 exemplaires) 8 »
D. Guérin. Fascisme et grand capital, 18 francs.
P. Naville. Une loi barbare contre les étrangers en France : 0 fr. 50.
M. Dommanget. De la Marseillaise à l'Internationale : 4 fr.
K. Landau. Le stalinisme en Espagne, 2 francs.
Ch. Fraaval. Histoire de l'arrière, 10 fr. (1914-1918).

Compte chèque postal : Naville-1333-80 Paris, 15, passage Dubail 12 fr. Compte chèque postal : Naville-2333-80 Paris.

Des Munitions pour « LA LUTTE » !

Cette semaine, la nécessité de répondre au criminel Plan Reynaud nous a poussé à éditor le grand format. Chaque lecteur doit comprendre qu'il dépend de lui que, la semaine prochaine aussi, nous ayons un grand format.

C'est le moment ou jamais de développer notre presse, de la faire pénétrer partout où elle est inconnue. Des dizaines de milliers de travailleurs cherchent une nouvelle voie. La Lutte Ouvrière les aidera à la trouver. Ne jetez jamais un vieux numéro de la Lutte : envoyez-le à une connaissance, passez-le à un copain, laissez-le dans un lieu public.

Plusieurs groupes se sont plaints de ne pas recevoir le journal à temps pour la vente du samedi. Il est exact qu'il y a eu des retards. C'est que notre administration est intégralement faite par des camarades bénévoles. Il arrive parfois certains retards. Nous allons nous efforcer de les faire disparaître. Vous parlez à la souscription ! Collectez sous par sou, autour de vous, sur des listes que nous vous enverrons à votre demande ! L'heure est au sacrifice : apprenez à le faire pour votre propre cause !

SOUSCRIPTIONS

A. et A. Béhel, 15. — Yves R., 5. — M. B., 10. — Roger (15^e), 10. — Marselle, 95. — A. Asnières, 2. — 15^e Citroën, 100. — A., 214. — L. Bard, 50. — Ida, 50. — C., à Mantes, 10. — C. Mantes, 100. — Raymonde J., 10. — Duez, 20. — Phalange 15^e Renault, 100. — 15^e Renault POI, 300. — Roger, 10. — Martin, 10. — Iskine, 5. — R. Aulnay, 10. — Alline, 2. — Jacques, 30.
Total de la liste : 1.188 fr.

50 Milliards pour la Guerre sur le dos des pauvres

Le Plan Reynaud

(Suite de la 1^{re} page)

Augmentation des impôts de consommation : l'affranchissement des lettres est porté à 0 fr. 90, les conversations téléphoniques urbaines à 0,85 ; augmentation générale des tarifs de transports, du métro et des autobus, déjà si lourds et qui avaient doublé en peu de temps. Augmentation des droits sur le café, l'essence, le tabac, le sucre. Le paquet de tabac passe de trois francs à trois francs cinquante. Les autres produits de consommation subiront une hausse de 28 à 35 %.

Une formidable hausse du coût de la vie, tel sera le résultat de ces aggravations fiscales.

Mais l'état bourgeois ne se borne pas à piller dans la poche du pauvre. Il donne en outre, au riche de plus grandes possibilités de profit, c'est-à-dire d'exploitation du pauvre :

Réévaluation du stock de la Banque de France. Il y a à la banque trente milliards d'inflation, dont vont regorger les banques. Mais, dans le même temps cette formidable inflation va s'ajouter aux impôts de consommation pour faire augmenter le prix de la vie.

Un « régime plus libéral pour les prix et pour le crédit ».

Les dispositions arrêtées sous cette tête de chapitre du discours de Paul Reynaud sont celles que la presse d'information passe le plus sous silence. Il s'agit en réalité de la grande cure pour Messieurs les profiteurs, spéculateurs, gros capitalistes. « Décret relatif à la réglementation des prix comportant notamment la suppression du contrôle pour certains prix de gros soumis à la concurrence ». C'est l'autorisation légale de la grande spéculation à la hausse sur les marchés. « Dégrevements » pour les entreprises nouvelles. « Rétablir le fait-économique, c'est bien. Encore faut-il donner aux producteurs le crédit qui leur permettra de tenter leur chance et de ranimer l'activité générale ». Ainsi Paul Reynaud annonce les renforcements des sociétés capitalistes, avec l'argent prélevé sur les pauvres.

Et il ajoute : « Il faut faire des économies en profondeur ».

Il commence par supprimer 40.000 emplois de cheminots. Il institue un « comité de réorganisation administrative » qui va faire des coupes sombres chez les fonctionnaires, et jeter à la rue des milliers de jeunes.

Arracher des milliards aux pauvres, les réduire à la misère et à la famine, au chômage. Donner ces milliards aux riches, « accroître les profits », tels sont les décrets-lois Daladier Reynaud.

A nouveau sur le sens de l'expérience. Il n'est pas inutile, à la heure des mesures concrètes, de revenir sur le sens de l'expérience Paul Reynaud, déjà souligné la semaine dernière.

L'Époque, de Kérillis, nous récite : « Le Plan de M. Paul Reynaud est une suprême tentative. C'est la dernière chance qui nous est offerte de sauver une conception de la vie sociale basée sur la propriété et la liberté... C'est la dernière chance qui nous est offerte de sauver ce qu'on appelle d'un mot somnolent, mais qui exprime tant de choses : la bourgeoisie ».

Paul Reynaud lui-même définit ainsi cette « suprême expérience » (Paris-Midi) :

« Le régime capitaliste étant ce qu'il est, puisqu'il fonctionne, il faut obéir à ses lois. Ses lois, c'est le profit, c'est le risque individuel, c'est la liberté des marchés, c'est le stimulant de la concurrence ».

Il s'agit donc de faire fonctionner à plein le régime capitaliste, avec toutes ses lois primitives : la concurrence, la course au profit.

Mais dans le même temps, Paul Reynaud est obligé de reconnaître que ce régime est au plus bas, principalement en France. Il y a 40.000 chômeurs de plus que l'an dernier. La production, comparativement aux chiffres de 1930, est la plus faible du monde. La situation de l'Etat reflète cette pourriture organique. Il manque 60 milliards pour ajuster les dépenses et les recettes ; il faut trouver au plus tôt 25 milliards nouveaux pour la défense nationale.

Reynaud évoque le déclin du capitalisme démocratique de l'Allemagne, où le traitement mensuel du fonctionnaire lui servait à peine à payer l'autobus. Ce déclin avait posé pour l'Allemagne le dilemme : ou le fascisme ou le socialisme. Par la faute de la social-démocratie et du stalinisme, c'est le fascisme qui l'emporta.

Le déclin et la pourriture du capitalisme français posent le même dilemme. On peut prédire que les décrets-lois de Paul Reynaud n'arriveront pas à remettre en marche le système qui a complètement fait son temps et qui s'accumule dans sa phase actuelle de ruines et misères. Paul Reynaud, le « réaliste » ne l'est que dans la mesure où il procure des milliards à ses maîtres et amis. Mais du point de vue de la réussite de la mise en marche du capitalisme classique, le réaliste n'est qu'un « utopiste » voué à l'échec. D'ailleurs le libéralisme de M. Paul Reynaud n'est que la préparation de la contrainte fasciste. Son libéralisme signifie surtout la liberté pour les financiers de voler et de spéculer. Mais à l'égard des ouvriers, des travailleurs, des fonctionnaires, des immigrés, les décrets-lois de l'« expérience libérale » se caractérisent par les mesures les plus impitoyables de déflation, de sanctions, de répressions, de compressions.

Ces mesures ne suffiront pas à ranimer le moribond, le chômage continuant à croître, la vie à augmenter, les faillites se précipitant dans le petit

commerce et la petite industrie, la misère s'accroissant à la ville et à la campagne, viendra l'heure de l'opération chirurgicale. Ou bien le capitalisme sera remplacé par un autre système, celui qu'il porte dans ses flancs, le système socialiste, ou bien pour se survivre, il consentira à l'amputation de ses formes libérales pour revêtir la camisole de fer du fascisme.

Paul Reynaud est préoccupé de « la durée » de son expérience. Il demande trois ans. Pouvons-nous, par avance, faire un pronostic, fixer une date ?

Malheureusement, il n'y a pas de thermomètre pour mesurer exactement la fièvre du régime pour déterminer d'avance la durée exacte de son agonie.

Les facteurs purement nationaux sont d'ailleurs, ici modifiés, corrigés par les facteurs internationaux.

L'aide financière du capitalisme américain, ou anglais, peuvent prolonger la durée du malade.

Mais les capitalismes américains et anglais sont aussi bien malades et ont les plus grands besoins de milliards pour les surarmements. On ne peut prédire combien de mois durera l'expérience Reynaud. Ce qu'on peut prédire, c'est l'échec de la tentative de ranimation du capitalisme pourrissant par les procédés classiques.

Paul Reynaud ne fait que continuer à un degré plus accentué de pourriture donc avec des mesures anti-ouvrières plus draconiennes, la politique de la pause de Blum et Cie, la politique Bonnet-Chautemps, puis Daladier.

C'est dans ces conditions que l'on peut affirmer que si la classe ouvrière ne balaise pas le capitalisme, c'est le fascisme qui écrasera la classe ouvrière pour consolider le capitalisme par ses méthodes totalitaires. Autrement dit le dernier mot appartient à la politique : celle des fascistes, comme celle des organisations de classe ouvrière.

Du côté fasciste, il n'existe pas encore un Führer reconnu, comme en Allemagne ou en Italie, mais à défaut l'expérience pourrait bien commencer par quelque dictature militaire. On d'un Comité de Salut public qui ressemblerait comme des frères au fascisme.

D'ailleurs, qu'on ne s'y trompe pas : une fois le désespoir et la misère auraient accompli leurs ravages dans la paysannerie, dans la classe ouvrière, dans la petite bourgeoisie des villes, le « sauveur » venu d'en haut avec les Banques serait assez rapidement fabriqué avec la presse et l'argent.

Du côté ouvrier, le « Front populaire » par les désillusions, les faillites, par la répression de l'avant-garde, par l'attitude de la social-démocratie, par celle du stalinisme, a fait tout ce qu'il peut pour donner toutes les possibilités au fascisme.

Aujourd'hui, Blum et Duclos, malgré quelques oppositions verbales, continuent. Blum tient un langage pitoyable de vaincu. « Est-il possible, déclare-t-il à Lille, de placer un socialiste au pouvoir ? Je vais plus loin. Est-il possible d'y placer un Juif ? Il ne s'agit pas de moi, mais si l'on s'adressait à ce Juif il aurait lui-même le sentiment qu'actuellement il n'est pas de son devoir d'augmenter les difficultés actuelles ».

Cette pauvre loque est complètement « évaporée » par la vague barbare de fascisme et d'antisémitisme.

Il capitule par avance.

De même par avance, M. Duclos, et les chefs communistes veulent se cantonner dans une opposition patriotique et parlementaire.

Leur opposition est soigneusement pourvue d'amortisseurs et de parachutes.

« Le peuple et ses glorieux enfants durent ouvrir, mais sans violence (sic) les barrières de la police » raconte Darnaud pour rendre compte des bagarres violentes entre les fils de Daladier et les volontaires de la Liberté, ces vaillants camarades qui seront pourchassés en vertu des lois votées par Blum-Thorez.

Les chefs réformistes et stalinistes feront donc à Reynaud-Daladier une lutte « sans violence ». Mais que feront les travailleurs ? Ils doivent savoir que s'ils ne s'organisent pas pour lutter comme en février 1934, par un Front ouvrier et paysan, le fascisme passera. Dès maintenant, il faut en organisant la lutte à l'usine, dans les quartiers, dans les villages, faire échec aux décrets-anti-ouvriers de Reynaud-Daladier.

Mais un plan de résistance, contre les décrets, un front unique de la C.G.T., du P.C., du Parti Socialiste, du PSOP, du P.O.I., c'est bien.

Un plan positif de redressement, c'est encore mieux.

Il est possible de donner le pain, la paix et la liberté aux masses travailleuses. Mais pas par Paul Reynaud, qu'on voit à l'œuvre ; pas par le fascisme qui est la négation du pain, de la paix, de la liberté ; pas par le Front populaire qu'on a vu à l'œuvre. Le salut est hors du régime pourri. Le salut est dans le renversement du système capitaliste, que tout le monde reconnaît moribond.

Le salut est dans la substitution au système capitaliste, du système socialiste : dans la socialisation des moyens de production. Instaurer ce régime par le gouvernement des ouvriers et des paysans, c'est le but que s'assignent le parti et le programme de la Quatrième Internationale.

Nous développerons dans un prochain article, les principaux points de ce programme, en relation avec la situation présente et les décrets-lois Daladier-Reynaud.

CLART.

Le Congrès Fédéral du Bâtiment

aura lieu du 6 au 9 Décembre

Pour une orientation lutte de classes dans le Bâtiment

La bourgeoisie de ce pays trouve dans l'industrie du Bâtiment un terrain favorable pour mener une partie de son prolétariat ; préface de l'attaque plus générale. Par la situation de préparation à la guerre, qui est le signe de notre époque, cette industrie se trouve en régression. Le chômage y progresse constamment et la minorité des ouvriers employés subissent aussi constamment les attaques patronales. L'examen d'un certain nombre de questions de la dernière période et les méthodes employées par la direction sont pleins d'enseignements.

Pendant onze semaines les ouvriers du Bâtiment de Lyon ont lutté à l'aprem par la grève et une centaine d'entre eux ont été condamnés par la justice de classe. Dans la région parisienne, le patronat a profité de ce que le mouvement de grève du 19 au 2 septembre a été stoppé le plus bureaucratiquement qu'il soit : il s'est montré intransigent avec les conciliateurs.

Après les accords de Munich, avec leurs illusions de paix pour certains, Daladier a su adroitement se faire accorder les pleins pouvoirs et il les met pratiquement en œuvre. Il est de plus en plus clair, à mesure que la situation se développe, que le Front Populaire a permis de freiner le mouvement des masses en l'orientant vers la collaboration de classe et en le musclant au moyen de l'arbitrage obligatoire.

La plus grande faute qu'ait commise la direction fédérale du Bâtiment dans toute cette période est d'avoir stoppé la grève de septembre dernier dans la région parisienne. Les conflits de l'ère de la réaction des ouvriers se sont développés peut-être plus rapidement que ceux que vous à l'échec par l'isolement. C'est dans le bâtiment parisien que la bureaucratie de la C.G.T. va se trouver le plus vite en contradiction flagrante avec son orientation politique et les nouveaux besoins des ouvriers.

Ce qui fit la force de la bureaucratie et qui lui permit d'implanter une politique collaborationniste, c'est qu'après que furent modifiés les conditions gouvernementales du pays, après la victoire électorale du Front populaire du 27 avril et du 3 mai 1936, le dynamisme révolutionnaire qui souleva la classe ouvrière put, après le premier élan, et le résultat immédiat lâché par la bourgeoisie, être canalisé vers l'apaisement, parce que les ouvriers ont cru que cela suffisait pour que les pouvoirs publics et le nouveau Gouvernement s'appuyant sur leur action, agissent dans leur intérêt. Par cette fautive conception ils fortifiaient la bureaucratie liée au nouveau système de coalition Front populaire. Constitué avec des organismes bourgeois il ne pouvait logiquement, après l'apaisement, que favoriser la contre-attaque patronale.

Pendant cette contre-attaque, la politique conciliatrice se trouvant bien en contradiction avec l'esprit révolutionnaire des ouvriers et la nécessité où ils étaient de conserver les avantages acquis, les conciliateurs usèrent de formulations à double-sens. Par exemple dans le rapport d'activité de la fédération du Bâtiment qui est présenté au congrès national de Lyon, cette direction indique : « L'orientation constante de la lutte contre les formes d'exploitation et d'oppression

du système capitaliste sans compromission avec le patronat, TOUT EN UTILISANT LES MULTIPLES MOYENS EXISTANTS ».

Le rôle de la bureaucratie fut de laisser croire aux ouvriers qu'il était possible de louver avec l'ennemi de classe, alors que les moyens existants n'ont favorisé que le patronat et le gouvernement Front populaire, qui en particulier dans le Bâtiment se sont opposés le plus au rajustement des salaires et qui parallèlement par la loi sur la conciliation et l'arbitrage du 31 décembre 1936, interdisait le droit de grève pour les ouvriers.

Avec une fausse orientation les plus belles initiatives ne peuvent qu'échouer.

Jun 37, la situation est des plus favorable dans le Bâtiment pour aller vers la lutte revendicative et les ouvriers se réjouissent à l'idée de réaliser la revendication de Convention nationale élaboré par le Comité fédéral de coalition Front populaire, la C.A. de la C.G.T. décida, à la demande du Gouvernement, d'accepter la reconduction des conventions collectives. La commission exécutive fédérale du Bâtiment ne sut que s'incliner pour la même raison.

Comme suite inévitable les « moyens existants » furent aussitôt exploités par le patronat qui redoubla ses attaques, suivi de la colère des ouvriers qui grandit à tel point que le Comité fédéral réuni de nouveau en juillet 37 envisagea l'organisation d'une journée nationale de protestation avec grève de 24 heures pour le 11 août. Toujours lié au Front populaire, la C.G.T. qui avait convoqué un comité confédéral national le 4 août élaborait un document « précis » pour être remis au gouvernement, et par lequel des garanties « très précises » étaient réclamées. Le Comité fédéral du Bâtiment, réuni le 13 août, s'inclina de nouveau. Les perspectives de lutte envisagées par la bureaucratie ne pouvaient que tomber dans le néant, parce que celle-ci était prisonnière des organisations bourgeoises adhérant au Front populaire.

Le Front Populaire fut l'instrument du Patronat.

Par le décret du 17 novembre 1936, le patronat et le gouvernement de Front populaire ont commencé l'attaque contre la semaine de 40 heures. En provoquant l'augmentation du coût de la vie ils ont diminué le pouvoir d'achat des salaires ouvriers, en même temps qu'ils s'opposaient au rajustement et à l'échelle mobile des salaires.

Par la loi sur la conciliation et l'arbitrage du 31 décembre 1936 ils interdisent le droit de grève pour les ouvriers. Puis, ils décidèrent en novembre 1937, une nouvelle reconduction des conventions collectives jusqu'au 31 décembre 1937, pour arriver ensuite à l'élaboration et au vote d'un Statut moderne du travail, qui, selon le projet devait donner les garanties réclamées par la C.G.T. Un seul de ces la loi du 4 mars 1938 ayant trait à la procédure de conciliation et d'arbitrage.

La C.G.T., enfermée dans la coalition Front populaire, fut amenée à accepter la volonté du patronat. Le glissement à droite est maintenant tel

autre chose qu'une tribune pour les Dautry et Racamond. Tu dois faire entendre ta voix et imposer une direction de lutte de classe, une démocratie intérieure active. Camarade communiste, il n'est pas trop tard encore, si tu ne veux pas revenir à l'exploitation sans limite d'avant juin 36 ; viens forger avec nous l'Internationale fidèle au marxisme-léninisme qui libérera notre sort du joug odieux du capitalisme.

Vive l'unité de la classe ouvrière sur une plate-forme révolutionnaire ! Vive la IV^e Internationale !

Un prolo.

Une brochure à répandre éditée par les JEUNESSES SOCIALISTES REVOLUTIONNAIRES

« OU VAS-TU, JEUNE TRAVAILLEUR ? »

Vie et lutte d'un jeune

Prix : 1 fr. Commandes aux Publications Populaires

qu'il n'y a plus de gouvernement de Front populaire. La classe bourgeoise s'est servi du Cartel pour tromper les ouvriers, qui ont trop fait confiance à des dirigeants qui manquaient de clairvoyance politique.

Comment le congrès de Lyon, s'il veut être conséquent, doit réagir.

Les ouvriers du Bâtiment subissent présentement de dures épreuves, mais ils peuvent tirer un bon enseignement de l'expérience passée. Les quelques « engagements » ou « promesses » ministérielles qui auraient déterminé la reprise du travail le 26 septembre, après une semaine de grève dans la région parisienne, ne parviennent pas à camoufler les grandes erreurs. La répression qui s'est abattue sur nos camarades de Lyon démontre d'autre part la volonté du patronat de briser aussi les mouvements avec brutalité. Les ouvriers unis dans les chantiers doivent réagir contre le défaitisme, il faut qu'ils aient encore le sentiment de leur force organisée.

Mais ce sentiment n'existera chez eux, qu'autant que le Congrès fédéral de Lyon du 6, 7, 8 et 9 décembre prochain aura une juste perspective. Toute la politique bourgeoise, à travers les changements de gouvernements, depuis juin 1936 n'a eu pour effet que de faciliter et protéger la contre-offensive patronale. C'est pour cela que le congrès doit faire un juste bilan de l'activité passée. Il doit reconnaître les fautes commises, condamner la fausse politique de conciliation, reconnaître la nécessité d'une nouvelle orientation politique basé sur une plate-forme lutte de classe, reconnaître la nécessité d'avoir un organisme de classe indépendant.

TAILLANTOU.

Est-ce dans le cadre du régime capitaliste que Mathé entend résoudre le problème de la « justice internationale » ou dans le cadre des états socialistes d'Europe ?

Et de donner cette définition : « La guerre est la solution de facilité pour un homme politique de déclencher le cataclysme ».

Non, Mathé. Quand cette solution de facilité arrive, la classe ouvrière est déjà vaincue. La bourgeoisie est prête militairement et économiquement pour affronter cette solution. S'il réussait simplement d'empêcher « cet homme » de déclencher la guerre, le problème serait vite résolu.

Il faut dire et répéter que la guerre est inhérente au régime capitaliste. Il faut se prononcer pour ou contre la défense nationale autrement dit : pour ou contre la défense du régime capitaliste.

Assez de bobards sur la conférence internationale des peuples quand ceux-ci sont asservis dans leur propre pays, quand ceux-ci sont momentanément impuissants à arrêter la course à la mort, que ce soit en Allemagne, en Italie ou en France « démocratique ».

Être pour ou contre la guerre c'est être pour ou contre le régime capitaliste.

Séparer le problème de la guerre de l'action libératrice et révolutionnaire c'est orienter la classe ouvrière dans une impasse.

La Société des Nations a été créée pour détourner les travailleurs du véritable problème de la paix. Le Rassemblement Universel pour la Paix n'a pas fait et ne fera pas autre chose.

L'action « pacifiste » sans action révolutionnaire est une action stérile. Il faut dire que l'ennemi est chez nous, dans notre propre pays. Il faut commencer par « balayer le fumier qui est devant notre porte ».

« La guerre est la continuation de la politique de paix par d'autres moyens ».

Lorsqu'en temps de paix on engage la classe ouvrière dans la collaboration des classes on a déjà accepté l'union sacrée.

Il est trop facile, mais combien dangereux de dire (oh ! marxistes !) que « vous avez utilisé les contradictions internes du régime capitaliste » en épaulant la politique du groupe Flandin-Doriot.

Non, aucune confiance dans notre bourgeoisie pour régler le sort des peuples. Les accords de Munich sont lourds de conséquences.

Sous le drapeau de la Quatrième Internationale nous avons le droit de prétendre que nous posons le véritable problème de la lutte contre la guerre en n'abandonnant pas le principe de la lutte des classes. Nous restons fidèles à la charte d'Amiens de 1906. Nous disons : Tout faire pour affaiblir notre bourgeoisie, ne rien faire pour la renforcer. La lutte va commencer pour l'amélioration des conditions de vie des fonctionnaires.

Le budget de 1939 n'apporte aucune création d'emploi, aucun crédit nouveau. Il faut payer les frais de la dernière « paix renforcée » et augmenter les crédits affectés à la défense nationale.

Mathé, Giroux, Fronty, Digat, il faudra vous prononcer, il faudra lutter.

Solvent 22 signatures.

Le Syndicat National des Agents des P.T.T. et la Paix

Il ne suffit pas de dire « nous ne voulons pas la guerre ». La classe ouvrière ne veut pas la guerre et quand elle le déclare elle est sincère. Elle est cependant trahie car elle ne sait pas comment elle obtiendra la paix.

Comment lutter contre la guerre ? Voilà le problème aigu qui s'est toujours posé et qui se pose encore aujourd'hui avec plus d'actualité depuis les événements de septembre.

Le Conseil National dans les débats qui l'animent n'a pas abordé cette question. Il n'a pas abordé le véritable problème de la paix.

La paix de Munich retarde le déclenchement du cataclysme et Mathé de dire : « S'ils ne savent pas profiter de ce répit pour préparer le désarmement général... »

Allons ! un peu de bon sens. Quand on sait, quand on voit, que la politique, l'économie de tous les pays est orientée vers la guerre, il ne faut plus créer d'illusions dans les esprits de ceux qui veulent sincèrement la paix. C'est très bien de dire : « Nous avons refusé ses (Allemagne) propositions de désarmement. Nous avons toujours cédé. Je ne sais pas pourquoi ».

« Nous » ? Le peuple ou la bourgeoisie qui nous dirige ?

« Je ne sais pas pourquoi ? » Le régime capitaliste, régime d'exploitation (qu'il s'appelle fasciste ou démocratique) a besoin de son armée pour réprimer les peuples coloniaux, pour maintenir l'ordre à l'intérieur contre ceux qui manifestent quelques velléités de révolte. Les capitalistes trouvent des sources de profits énormes dans le placement de leurs capitaux dans les industries de guerre. Le régime capitaliste a besoin d'une armée pour lutter économiquement contre d'autres groupes nationaux.

Voilà pourquoi il n'a pas désarmé après le traité de Versailles lorsque « le désarmement de l'Allemagne était effectif » et voilà pourquoi il ne désarmera pas.

Assez de sentimentalisme, assez d'appel à la justice, la « justice sociale », la « justice internationale » sans action adéquate.

Ah ! S'il suffisait d'avoir raison pour avoir satisfaction !

Est-ce dans le cadre du régime capitaliste que Mathé entend résoudre le problème de la « justice internationale » ou dans le cadre des états socialistes d'Europe ?

Et de donner cette définition : « La guerre est la solution de facilité pour un homme politique de déclencher le cataclysme ».

Non, Mathé. Quand cette solution de facilité arrive, la classe ouvrière est déjà vaincue. La bourgeoisie est prête militairement et économiquement pour affronter cette solution. S'il réussait simplement d'empêcher « cet homme » de déclencher la guerre, le problème serait vite résolu.

Il faut dire et répéter que la guerre est inhérente au régime capitaliste. Il faut se prononcer pour ou contre la défense nationale autrement dit : pour ou contre la défense du régime capitaliste.

Assez de bobards sur la conférence internationale des peuples quand ceux-ci sont asservis dans leur propre pays, quand ceux-ci sont momentanément impuissants à arrêter la course à la mort, que ce soit en Allemagne, en Italie ou en France « démocratique ».

Être pour ou contre la guerre c'est être pour ou contre le régime capitaliste.

Séparer le problème de la guerre de l'action libératrice et révolutionnaire c'est orienter la classe ouvrière dans une impasse.

La Société des Nations a été créée pour détourner les travailleurs du véritable problème de la paix. Le Rassemblement Universel pour la Paix n'a pas fait et ne fera pas autre chose.

L'action « pacifiste » sans action révolutionnaire est une action stérile. Il faut dire que l'ennemi est chez nous, dans notre propre pays. Il faut commencer par « balayer le fumier qui est devant notre porte ».

« La guerre est la continuation de la politique de paix par d'autres moyens ».

Lorsqu'en temps de paix on engage la classe ouvrière dans la collaboration des classes on a déjà accepté l'union sacrée.

Il est trop facile, mais combien dangereux de dire (oh ! marxistes !) que « vous avez utilisé les contradictions internes du régime capitaliste » en épaulant la politique du groupe Flandin-Doriot.

Non, aucune confiance dans notre bourgeoisie pour régler le sort des peuples. Les accords de Munich sont lourds de conséquences.

Sous le drapeau de la Quatrième Internationale nous avons le droit de prétendre que nous posons le véritable problème de la lutte contre la guerre en n'abandonnant pas le principe de la lutte des classes. Nous restons fidèles à la charte d'Amiens de 1906. Nous disons : Tout faire pour affaiblir notre bourgeoisie, ne rien faire pour la renforcer. La lutte va commencer pour l'amélioration des conditions de vie des fonctionnaires.

Le budget de 1939 n'apporte aucune création d'emploi, aucun crédit nouveau. Il faut payer les frais de la dernière « paix renforcée » et augmenter les crédits affectés à la défense nationale.

Mathé, Giroux, Fronty, Digat, il faudra vous prononcer, il faudra lutter.

Solvent 22 signatures.

Chez les Fonctionnaires

La Section Syndicale des Bouches-du-Rhône des Adjointes Techniques des Ponts et Chaussées

M. Laurent, secrétaire général de la Fédération des Fonctionnaires, Marseille, le 19 octobre 1938.

Monsieur,

Ne vous attendez pas à vous voir gratifié par nous du nom de « camarade ». Depuis longtemps déjà votre attitude nous paraissait suspecte. Mais après les opinions que vous avez exposées dans La Tribune et celles de autres collaborateurs de ce journal y ont développées avec votre assentiment au cours de la période critique que nous venons de traverser, nous vous jugeons tout-à-fait disqualifié pour prendre la défense des intérêts des fonctionnaires. Nos intérêts, en effet, n'impliquent pas seulement l'amélioration de notre situation morale et des conditions matérielles de notre existence, ils exigent encore que vos avantages pécuniaires acquis par l'effort incessant de nos groupements syndicaux ne soient pas emportés par un cataclysme qui nous vaudrait, non seulement la dictature et une redoutable régression sociale, mais entraînerait l'anéantissement de notre civilisation. Or, fidèle à la nouvelle ligne de conduite de la CGT, contaminée par des influences communistes, vous vous êtes fait dans La Tribune le porte-parole d'une idéologie belliciste que nous réprouvons énergiquement.

Vous avez l'impertinence de nous traiter de « fils abâtardis des hommes de 1793 ». Passons sur cette interprétation arbitraire de l'histoire que vous inspire votre girondisme cocardier. Sachez en tout cas, Monsieur, que notre esprit n'est pas tellement abâtardi, que nous soyons disposés à accepter des affirmations aussi saugrenues que celles d'un de vos acolytes qui prétendait naguère (numéro du 11 juin de La Tribune) que « nous ne saurions admettre que les armements conduisent fatalement à l'inflation et à l'appauvrissement des masses ».

Nous n'avons pas oublié les paroles récentes d'un ministre des Finances qui déclarait que tous les excédents budgétaires prévisibles iraient aux armements. Vous prétendez, au contraire, contre tout bon sens, que la revalorisation de nos traitements est parfaitement conciliable avec cette politique d'inflation et de ruine dont vous vous faites le zélé défenseur.

Nous en avons assez des mauvais bergers de votre espèce. L'intérêt des fonctionnaires demande que leur Fédération soit reconstituée sur de nouvelles bases, qu'il y souffle un nouvel esprit et il exige, comme conditions préalables de cette rénovation, votre DEMISSION.

La présente lettre sera communiquée à d'autres organisations et le nécessaire sera fait pour qu'elle soit publiée.

Solvent 22 signatures.

La rupture du Front populaire après Munich a mis à l'ordre du jour la nécessité du Front unique ouvrier de défense. En effet, ce n'est pas la classe ouvrière ou les classes moyennes qui ont pris l'initiative de rejeter la tutelle du Parti Radical.

Au contraire, leurs chefs reconnus ont encore fait tout leur possible pour maintenir cette alliance contre nature, qui trahissait à chaque instant le bloc des exploités.

C'est la grande bourgeoisie, et son aile fasciste en particulier (La Roche-Doriot-Flandin), qui se sont délibérément privés des services des chefs « ouvriers » au moment où ils passaient à une nouvelle étape de leur offensive impitoyable contre les conquêtes sociales de juin 36.

Autrement dit le Front populaire se brise par suite du recul de la classe ouvrière, au lieu de s'effacer en faisant place à une avance du prolétariat appuyé par les classes moyennes vers le socialisme. Le plan Reynaud, dont tout le poids retombe sur les masses laborieuses, est la conclusion inévitable de la rupture du Front populaire par la bourgeoisie.

Il découle de là la nécessité pour le prolétariat de se regrouper dans un front unique de défense, et sans perdre une minute. Tous les travailleurs comprennent aujourd'hui que la soumission des partis et syndicats ouvriers au parti Radical (Front populaire), n'a fait que servir la réaction fasciste. Si l'on avait écouté plus tôt les avertissements de notre parti, on n'en serait pas là.

Nous constatons d'ailleurs aujourd'hui que Dimitroff, transmettant ses directives aux lecteurs de l'Humanité, ne dit plus un mot dans son article-programme (13 novembre) sur le « Front populaire ». Par contre, son article s'intitule « Front unique contre le fascisme ». Le slogan vide et creux : « Tout par le Front populaire, tout pour le Front populaire », a disparu. Il semblerait aujourd'hui aux masses trompées, volées, opprimées, comme une dérision complète ! C'est pourquoi Dimitroff, sans s'expliquer le moins du monde sur la soudaine disparition du Front populaire, joue maintenant un petit air de « Front unique ».

Pour ces prétendus dirigeants, tout cela n'a que peu d'importance. Car ils sont incapables d'apprendre quelque chose de l'expérience. Mais les travailleurs prennent la question au sérieux, et nous devons répondre à leur attente.

Pour eux, la dispersion du Front populaire par la bourgeoisie, cela signifie avant tout les progrès du fascisme sur tous les terrains et un empirement de leur situation.

C'est les Cagoulauds en liberté, remontant leurs dépôts d'armes. C'est la prison et les amendes pour « entraves à la liberté du travail ». C'est le pogrom contre les travailleurs immigrés. C'est la rupture des contrats collectifs, les brimades contre les délégués ouvriers ; les heures de travail à la fantasia du patronat ; le droit syndical violé à toutes les minutes. C'est le chômage croissant. C'est la vie encore plus chère, les impôts frappant le paysan comme l'ouvrier. C'est les 5 x 8 abandonnés. C'est l'inflation, génératrice de hausses des prix, ruinant les échanges

Le front unique de défense et l'Unité organique avec le P.S.O.P.

entre la ville et la campagne. C'est le régime de l'esclavage accentué pour les colons. C'est la vieillesse tourmentée, la jeunesse sans avenir...

Et, sur tout cela, c'est la menace permanente de la guerre, alimentée par les 50 milliards réclamés pour elle par La Roche, Reynaud, Herriot, Daladier, et Cie.

Ce n'est pas seulement cela. C'est aussi la crise dans le mouvement ouvrier, et, chez beaucoup, le découragement. La crise est profonde dans le Parti Communiste. Il serait vain de nier l'évidence. Des démissions massives ont lieu dans de nombreuses régions. On exclut tous ceux qui se permettent d'essayer de tirer les leçons de la faillite du Front populaire, dont les inquiétudes se font jour. La baisse du tirage de la presse, des assistants aux réunions, des voix aux élections, sont significatives.

Dans le Parti Socialiste, la crise est moins visible. C'est que ce parti, s'il conserve une base importante dans les masses exploitées, ne reflète plus depuis longtemps leurs espoirs, mais au contraire leur conservatisme. Il en était autrement du P.C., en qui de nouvelles couches populaires avaient mis — combien à tort, elles commencent à s'en rendre compte — toute leur espérance d'un renouveau social, d'un écrasement des exploités. Le P.S. avait conservé un régime intérieur calqué sur celui de la démocratie bourgeoise, habile à amortir les chocs. En outre son pacifisme (bourgeois) n'est pas resté sans influence sur la paysannerie et une partie du prolétariat.

Dans la C.G.T., la baisse des effectifs est sensible. Cependant, les syndicats, entièrement liés au réseau des délégués ouvriers, groupent encore la partie décisive des travailleurs. Enfin, la démocratie ouvrière y reste encore vivace, à la base, dans beaucoup de fédérations. Les masses groupées dans ces organisations restent actuellement la base sans laquelle on ne peut pas concevoir l'organisation d'un puissant front unique de défense, armé d'un programme de revendications transitoire démocratiques, vers le contrôle ouvrier, vers le socialisme, capable de briser l'offensive fasciste.

Côte à côte avec les organisations ouvrières révolutionnaires, ou évoluant vers la gauche, le Parti Ouvrier Internationaliste veut être partout au premier rang pour la construction du Front unique ouvrier.

Cependant, ce front unique ne se créera pas tout seul. Il doit émaner des masses elles-mêmes, il doit être conquis par une lutte de chaque jour contre la bourgeoisie et le fascisme qui feront tout pour l'empêcher, pour

essayer de maintenir la C.G.T. et les organisations ouvrières sous son contrôle, par de nouvelles méthodes.

C'est pourquoi, le problème principal consiste à organiser des Comités de base, qui soient le reflet réel de la volonté de lutte des masses. Notre parti prendra sa place dans ces Comités, où doit régner un régime de démocratie ouvrière loyal, où toutes les couches exploitées, délivrées de la tutelle des Daladier, Herriot et Cie, seront unies dans l'action.

Quant au programme de ce front, il tiendra en une formule : *résistance au fascisme intérieur d'abord*, sur tous les terrains. La richesse nationale ne sera restituée aux masses travailleuses que lorsqu'elles auront garrôté les maîtres capitalistes, qui

tirent les ficelles du fascisme et du Parti Radical, et détruit leur domination de classe.

Certains camarades (particulièrement anarchistes) objectent qu'il est impossible d'envisager le front unique avec les stalinien « bellicistes », etc., et marquent précisément leur mauvaise humeur contre le P.O.I. parce qu'il est partisan sans réserve de ce front unique, malgré les divergences irréductibles qui nous opposent aux dirigeants de la III^e Internationale (comme à ceux de la II^e Internationale).

Mais cette manière de poser la question est tout à fait sectaire. Il s'agit des centaines de mille de travailleurs

qui sont groupés autour du P.C. et du P.S., et qui sont menacés, comme nous tous, par la réaction patronale et fasciste. Ce ne sont pas les prédictions de Sébastien Faure qui les mettront sur la voie juste. C'est leur propre expérience de lutte commune aux côtés des révolutionnaires. Pour y parvenir, il faut lutter pour l'action commune, sans se laisser rebuter par les calomnies, voire les crimes, des diviseurs qui veulent empêcher l'organisation du front de combat des masses exploitées.

Mais l'action pour le front unique prolétarien passe d'abord par le regroupement de l'avant-garde. C'est pourquoi nous sommes partisans de l'unité entre le P.O.I. et le P.S.O.P. ; sur des bases précises que nous avons déjà fait connaître au P.S.O.P.

Nos propositions, parfaitement claires, ont été les suivantes :

1^o Nous proposons la fusion des deux partis (unité organique), par la voie d'un Congrès préparé en commun.

2^o Nous proposons qu'une discussion soit engagée dès à présent, au sommet comme à la base, sur le programme général, et sur le programme d'action (mots d'ordre immédiats). Notre parti propose le programme de la IV^e Internationale.

3^o Nous proposons que la fusion se fasse dans la délimitation politique, avec la possibilité pour chaque courant de posséder ses propres organes (revues et journaux, affiliation internationale).

4^o Nous proposons qu'à la suite du Congrès commun, la discipline d'action soit respectée, sur cette base, par les minorités.

Pourquoi avons-nous fait ces propositions ?

Parce que nous considérons comme entièrement juste la volonté de regroupement et d'unité qui anime une partie considérable des militants du P.S.O.P., et le P.O.I. tout entier, et que d'autre part, nous considérons notre programme, vérifié par l'expérience à chaque étape, comme la sauvegarde fondamentale de l'unité révolutionnaire.

Nos propositions ont reçu un accueil favorable dans toutes une série de sections du P.S.O.P., tant en province qu'à Paris. Elles ont été déjà exposées dans toute une série de meetings et dans plusieurs réunions communes avec des sections jeunes ou adultes. Cependant, elles se sont heurtées à un refus total de la C.A.P. du P.S.O.P.

Une délégation de la C.A.P. a entendu nos propositions. Mais, après en avoir référé à la C.A.P., elle n'a même pas estimé nécessaire de nous faire une réponse écrite. Elle n'en n'a même pas informé ses membres. Elle n'a pas compris le problème.

IL FAUT CHATIER LES ASSASSINS DE KLÉMENT !

La presse, toute la presse, fait le silence complet sur l'assassinat de Klement. Pourtant, les faits sont maintenant patents. Les assassins, on sait où les trouver. Ce sont les agents du Guépéou.

La police sait que le cadavre de Meulan est celui de Klement. La police sait que le Guépéou dispose dans la région parisienne — comme le C.S.A.R. la Gestapo et l'Ovra — de repaires où rien ne lui manque pour tuer un homme et dépecer son cadavre.

« L'Humanité » a même fourni un renseignement utile, à propos de la mort d'Abel Cassier (dont elle ne souffle plus mot) en parlant de « séquestration sur une péniche », justement en Seine-et-Oise.

Malgré tout cela, le mot d'ordre est donné par Sarraut : Silence sur le cadavre de Klement ! Jetons un voile pudique sur les agissements criminels de la Guépéou — avec laquelle les services de Sarraut préparaient la répression anti-ouvrière en cas de guerre ! Sarraut et Daladier, qui ont libéré les assassins du C.S.A.R., qui couvrent toutes les intrigues de la Gestapo et de l'Ovra, ne pouvaient mieux faire que de couvrir aussi les tueurs de la Guépéou.

Mais le cadavre de Klement ne sera pas si facile à enterrer.

Le 15 novembre, deux jambes ont été retrouvées dans la Seine, ficelées dans une toile cirée. D'après les premières constatations, ce sont les jambes du cadavre de Klement. La police le sait aussi bien que nous.

Devant cette effroyable mise à jour, peu à peu, des restes charcutés d'un jeune militant, mis à mort et dépecé par des tueurs agguerris parce qu'il défendait la IV^e Internationale, la conscience prolétarienne ne va-t-elle pas se soulever ?

Le cadavre mutilé de Klement, c'est le symbole de ce que veulent faire de tous les révolutionnaires la Guépéou, la Gestapo et le C.S.A.R. Travailleurs de France, dressez-vous contre la barbarie menaçante ! Avec le P.O.I., exigez l'action contre les coupables ! Exigez le châtiement des assassins.

L'heure est venue de demander des comptes aux complices des bourreaux, MM. Cachin, Thorez et Duclos.

L'ACTIVITÉ DU P. O. I.

Montrouge

DES REPONSES INSTRUCTIVES DU DEPUTE COMMUNISTE ALBERT PETIT.

Albert Petit a expliqué le 7 novembre à Montrouge, pourquoi il avait voté contre les accords de Munich et contre les pleins pouvoirs. Nous lui avons posé les questions suivantes : « N'est-ce pas la politique de conciliation et de collaboration des classes suivie par le Parti communiste et l'ensemble du Front populaire qui ont rendu possible la « trahison » de Munich ? Est-ce qu'il n'est pas temps aujourd'hui d'organiser une défense énergique des conquêtes de juin 36 par une action unie de tous les ouvriers ?

Albert Petit s'est contenté de nous répondre pendant vingt minutes que le Parti n'était pas maintenant (sic) partisan de faire la révolution. On s'en doutait un peu. Mais un ouvrier vint lui poser une nouvelle question, également embarrassante.

En 1924, dit-il, les radicaux ont fait le cartel, puis nous ont trahi. En 1934, il ont recommencé le même manège. En 1934, pour regonfler leur prestige par l'affaire Stavisky, ils ont fait le Front populaire avec les communistes ; maintenant, ils se mettent avec la réaction contre les ouvriers.

Petit lui répondit par la petite histoire suivante, que nous vous recommandons par son caractère instructif : Un vigneron de mes amis ayant mis la canelle à un tonneau, s'aperçut que le vin coulait aigre. Aussitôt, il change de canelle ; il en change une deuxième fois, une troisième fois. Mais le vin coule toujours aigre. Il recourt alors aux solutions désespérées : il change de tonneau et le vin n'était plus aigre. De même en 1924, puis en 1928, nous avons changé de canelle ; mais en 1936, avec le Front populaire, on a changé de tonneau.

Mais quelques malveillants trotskystes interrompirent ce superbe parallèle : en 1936, on a encore changé de canelle ; le vin est toujours aigre : décrets-lois, vie chère, inflation, Paul Reynaud, l'offensive d'upatronat et des fascistes. Et le vin sera toujours aigre, tant qu'on ne se déciera pas à changer de tonneau. Maintenant, c'est de cela qu'il s'agit : il faut changer de tonneau, c'est-à-dire changer de régime, balayer le gouvernement de la bourgeoisie et mettre à sa place un vrai gouvernement des ouvriers, non pas un gouvernement des chefs qui sont prêts à tous les sacrifices (Thorez dixit), mais un gouvernement qui exprime la volonté des ouvriers unis pour la lutte dans leurs comités !

L'histoire du tonneau se retournera

Meetings du P.S.O.P.

Le 10 novembre, le PSOP avait convoqué dans Paris deux meetings contre la guerre. Dans le 15^e, devant 200 présents, notre camarade Rigal exposa la position du POI. Il développa la nécessité de l'union de ces partis, dans le respect de nos positions politiques mutuelles.

Dans le 19^e (Salle Susset) devant 80 présents, Naville montra la position du POI dans la crise de septembre, rejetant les compromis avec les hommes de Bonnet et du pacifisme bourgeois (CSACQ). Il appela à l'union contre les décrets-lois, défendit la IV^e Internationale, et proposa aux camarades du PSOP une politique d'unité.

Rigal et Naville furent accueillis fraternellement et applaudis. De nombreux camarades du PSOP approuvèrent notre politique d'unité. Nous continuerons avec ténacité dans cette voie.

Le 7 novembre le rayon du XIV^e Montrouge avait organisé une réunion à Montrouge sur le procès du P.O.U.M. 35 présents.

Le même soir, nos camarades ont porté la contradiction au compte rendu de mandat d'Albert Petit, député stalinien.

Le 11 novembre, le rayon a organisé avec les camarades du PSOP une contre-manifestation prolétarienne à l'intérieur du cortège de la municipalité Front populaire. Le succès a été complet. L'adjoint radical a dû rengainer son discours.

Le 13 novembre, le rayon a distribué avec la section du PSOP de Montrouge un tract pour tirer les leçons de cette contre-manifestation et appelant les ouvriers à s'unir contre le plan de réaction Daladier-Reynaud, comme seul moyen d'empêcher une nouvelle guerre impérialiste. En même temps le rayon distribuait un tract sur le compte rendu de mandat d'Albert Petit.

Le 10 novembre, notre camarade Hic a porté la contradiction à R. Modiano et H. Barré à une conférence publique organisée par le PSOP. A l'issue de la réunion, il a été décidé de constituer un comité local d'entente entre nos organisations.

Le 11 novembre également, nos camarades des Jeunes ont distribué un tract en commun avec la section locale des JSOP.

Colombes

Notre camarade Rousset prit la parole au cours d'un meeting anarchiste le 10 novembre. Il défendait la politique révolutionnaire en invitant à l'unité d'action.

Marseille

Le rayon du POI a distribué avec succès un tract sur l'incendie, attaquant la direction des Nouvelles Galeries et le patronat. Le tract a été chaleureusement accueilli.

Meetings du P.S.O.P.

Le 10 novembre, le PSOP avait convoqué dans Paris deux meetings contre la guerre. Dans le 15^e, devant 200 présents, notre camarade Rigal exposa la position du POI. Il développa la nécessité de l'union de ces partis, dans le respect de nos positions politiques mutuelles.

Dans le 19^e (Salle Susset) devant 80 présents, Naville montra la position du POI dans la crise de septembre, rejetant les compromis avec les hommes de Bonnet et du pacifisme bourgeois (CSACQ). Il appela à l'union contre les décrets-lois, défendit la IV^e Internationale, et proposa aux camarades du PSOP une politique d'unité.

Rigal et Naville furent accueillis fraternellement et applaudis. De nombreux camarades du PSOP approuvèrent notre politique d'unité. Nous continuerons avec ténacité dans cette voie.

Le 7 novembre le rayon du XIV^e Montrouge avait organisé une réunion à Montrouge sur le procès du P.O.U.M. 35 présents.

Le même soir, nos camarades ont porté la contradiction au compte rendu de mandat d'Albert Petit, député stalinien.

Le 11 novembre, le rayon a organisé avec les camarades du PSOP une contre-manifestation prolétarienne à l'intérieur du cortège de la municipalité Front populaire. Le succès a été complet. L'adjoint radical a dû rengainer son discours.

Le 13 novembre, le rayon a distribué avec la section du PSOP de Montrouge un tract pour tirer les leçons de cette contre-manifestation et appelant les ouvriers à s'unir contre le plan de réaction Daladier-Reynaud, comme seul moyen d'empêcher une nouvelle guerre impérialiste. En même temps le rayon distribuait un tract sur le compte rendu de mandat d'Albert Petit.

Le 10 novembre, notre camarade Hic a porté la contradiction à R. Modiano et H. Barré à une conférence publique organisée par le PSOP. A l'issue de la réunion, il a été décidé de constituer un comité local d'entente entre nos organisations.

Le 11 novembre également, nos camarades des Jeunes ont distribué un tract en commun avec la section locale des JSOP.

Colombes

Notre camarade Rousset prit la parole au cours d'un meeting anarchiste le 10 novembre. Il défendait la politique révolutionnaire en invitant à l'unité d'action.

Marseille

Le rayon du POI a distribué avec succès un tract sur l'incendie, attaquant la direction des Nouvelles Galeries et le patronat. Le tract a été chaleureusement accueilli.

Meetings du P.S.O.P.

Le 10 novembre, le PSOP avait convoqué dans Paris deux meetings contre la guerre. Dans le 15^e, devant 200 présents, notre camarade Rigal exposa la position du POI. Il développa la nécessité de l'union de ces partis, dans le respect de nos positions politiques mutuelles.

Dans le 19^e (Salle Susset) devant 80 présents, Naville montra la position du POI dans la crise de septembre, rejetant les compromis avec les hommes de Bonnet et du pacifisme bourgeois (CSACQ). Il appela à l'union contre les décrets-lois, défendit la IV^e Internationale, et proposa aux camarades du PSOP une politique d'unité.

Rigal et Naville furent accueillis fraternellement et applaudis. De nombreux camarades du PSOP approuvèrent notre politique d'unité. Nous continuerons avec ténacité dans cette voie.

Le 7 novembre le rayon du XIV^e Montrouge avait organisé une réunion à Montrouge sur le procès du P.O.U.M. 35 présents.

Le même soir, nos camarades ont porté la contradiction au compte rendu de mandat d'Albert Petit, député stalinien.

Le 11 novembre, le rayon a organisé avec les camarades du PSOP une contre-manifestation prolétarienne à l'intérieur du cortège de la municipalité Front populaire. Le succès a été complet. L'adjoint radical a dû rengainer son discours.

Le 13 novembre, le rayon a distribué avec la section du PSOP de Montrouge un tract pour tirer les leçons de cette contre-manifestation et appelant les ouvriers à s'unir contre le plan de réaction Daladier-Reynaud, comme seul moyen d'empêcher une nouvelle guerre impérialiste. En même temps le rayon distribuait un tract sur le compte rendu de mandat d'Albert Petit.

Le 10 novembre, notre camarade Hic a porté la contradiction à R. Modiano et H. Barré à une conférence publique organisée par le PSOP. A l'issue de la réunion, il a été décidé de constituer un comité local d'entente entre nos organisations.

Le 11 novembre également, nos camarades des Jeunes ont distribué un tract en commun avec la section locale des JSOP.

Colombes

Notre camarade Rousset prit la parole au cours d'un meeting anarchiste le 10 novembre. Il défendait la politique révolutionnaire en invitant à l'unité d'action.

Marseille

Le rayon du POI a distribué avec succès un tract sur l'incendie, attaquant la direction des Nouvelles Galeries et le patronat. Le tract a été chaleureusement accueilli.

Le 3^e Congrès du P. O. I.

La date du 3^e Congrès du Parti est repoussée de quinze jours. Il se tiendra au lieu du 3-4 décembre, les 17 et 18 décembre.

Tous les groupes de province doivent se préoccuper dès à présent d'assurer leur représentation et les frais de déplacement d'au moins un délégué.

Cette semaine seront expédiés les Bulletins de discussion. Le compte rendu de la Conférence Internationale (n^o 12-13 de la revue) a été expédié, et doit être étudié par tous les camarades soigneusement.

A bas la terreur contre les immigrés !

(Suite de la Page 1)

Les accusations que les stalinien lancent contre nous sont reprises contre eux. Mais c'est la classe ouvrière toute entière qui risque d'en faire les frais.

Il est temps de mettre fin à cette criminalité politique de provocation et de division.

Devant la menace des camps de concentration — appliqués dès à présent aux étrangers — tous les secteurs prolétariens doivent organiser le front unique.

Il faut épuré le mouvement ouvrier des polices secrètes, des provocateurs et assassins appointés. Il faut serrer les cordes devant la menace fasciste à l'intérieur. Les membres du P.O.I. travailleront sans relâche, avec une confiance inébranlable, dans ce sens.

Vient de paraître

Un numéro spécial extraordinaire de l'Espagne Nouvelle sous le titre :

POUR LE DROIT D'ASILE

Composé et diffusé sous l'égide du Comité du droit d'Asile (Marseille), avec le concours du Comité de Solidarité Internationale (Paris), du Comité de Défense Anarchiste (Bruxelles), etc... Textes de Camille Berneri, Félicien Challaye, Hem Day, Geuffroy, Théodore Jean, Pierre Naville, A. Prudhommeaux.

Le numéro : 0 fr. 75. Par quantité, pour les revendeurs et propagandistes : 0 fr. 50. — Bénéfices réservés à la solidarité.

On peut se procurer ce numéro aux PUBLICATIONS POPULAIRES

Le camarade Jacquier nous a simplement informé verbalement que nos propositions ne pouvaient pas être retenues, et que le front unique pourrait être organisé par l'intermédiaire de quelques personnes privées (Treint, Junker, Villate, etc...). En réalité, cela prouve que les dirigeants du P.S.O.P. ne veulent en réalité, ni de l'unité organique, ni même du front unique.

Heureusement que les membres des sections du P.S.O. et des Jeunes raisonnent, dans une proportion croissante, tout autrement. Ils sont inquiets sur la baisse considérable d'effectifs de leur parti, sur l'emprise de la franc-maçonnerie, sur les développements inquiétants du pacifisme bourgeois, sur la soumission au réformisme syndical, sur les campagnes électorales opportunistes, sur tout ce qui a poussé évidemment la direction du P.S.O.P. à s'opposer à une politique d'unité.

Avec eux, nous ne nous formalisons pas des refus qu'on nous oppose, car nous voulons l'unité. Et nous savons que pour lui frayer la voie, il faut aussi mettre à nu, sans crainte, toute la politique fautive de ceux qui s'y opposent.

Les critiques que nous avons faites de la position de Pivert sont la garantie que le problème ne sera pas escamoté. Aujourd'hui, aucun dirigeant du P.S.O.P. n'ose plus se vanter d'avoir signé avec le C.S.A.C.G. de Belin, l'affiche qui faisait confiance à Daladier pour les pourparlers de Munich, au lieu d'accepter l'action commune avec le P.O.I. et le Cerele syndicaliste. Aujourd'hui, les dirigeants du P.S.O.P. n'osent plus développer le mot d'ordre du « désarmement général contrôlé et simultané » (complètement disparu du numéro spécial de Juin 36 sur la guerre), qu'ils nous opposaient il y a 15 jours encore.

C'est pourquoi, nous maintenons et développerons sans relâche les propositions que nous avons faites.

Nous invitons les membres du P.O.I. à se mettre partout en contact avec les sections du P.S.O.P. (là où il en existe), à organiser des Comités d'Entente permanents avec elles, à agir en commun, à organiser des cercles de discussion, des réunions de section, à se prononcer pour un Congrès de fusion, à secouer l'apathie, la nonchalance.

En même temps, le P.O.I. doit redresser énergiquement la tête, organiser le recrutement, diffuser sa presse, prendre la tête de l'action de front unique, éduquer les jeunes.

Encore une fois, c'est la seule voie pour aboutir à l'unité révolutionnaire. C'est la seule voie pour orienter le front unique des masses qui doit se constituer dans la lutte contre le fascisme.

VILAIN.

Questions au "LIBERTAIRE"

Une fois de plus, à propos de « Cronstadt-1921 », le Libéraire s'en prend à « Galliffet russe », et à Victor-Serge. En l'occurrence, c'est Victor Serge, qui donne à Frémont une leçon de loyauté politique. Son crime est d'avoir mentionné le témoignage de Trotsky, qui expliqua, dans notre revue Quatrième Internationale (n. 11) qu'il n'avait pris aucune part personnelle à la répression de Kronstadt, bien qu'il assumât comme dirigeant de l'Etat ouvrier et du parti bolchevik, la pleine responsabilité de l'attitude du Congrès bolchevik.

Frémont s'en tire par des injures. Ni lui, ni aucun de ses camarades n'a tenté de répondre aux nombreux articles de Trotsky. C'est Victor Serge qui tenta de le faire à sa place. Mais, comme Serge ne peut pas tomber, dans cette discussion, au rang des insulteurs de Trotsky, le camarade Frémont se met en colère.

On sait que l'échotier du Libéraire a toujours la plume facile lorsqu'il faut se joindre au chœur « anti-trotskyiste ». Il n'y a pas si longtemps il avait l'impudeur de nous accuser de ne pas subir la répression ! (sic). De nombreux camarades anarchistes nous ont dit leur dégoût de cette forme de la déloyauté.

Ce qui chagrine le camarade Frémont, c'est qu'on ose critiquer la politique gouvernementale espagnole de la C.N.T. Il prétend que les chefs de la C. N. T. sont venus défendre les chefs du P.O.U.M. au procès. Mais Caballero, Zugazagoitia, et pas mal d'autres anciens ministres tout à fait bourgeois sont venus aussi dire qu'ils ne considéraient pas l'accusation d'espionnage comme sérieuse. Le tribunal aux ordres de Négrin et du gouvernement soutenu par la C.N.T. a dit la même chose. Va-t-on donner des brevets de révolutionnaires à Négrin et Cie ? Mais en même temps, le P.O.U.M. est officiellement dissous par un tribunal aux ordres du gouvernement soutenu par la C.N.T. Le Libéraire n'a-t-il rien à dire là-dessus ?

Il y a pas mal de choses inquiétantes dans l'orientation actuelle de l'U.A. en dehors de sa fidélité extraordinaire à la politique gouvernementale de la C.N.T.

Il y a aussi son soutien des pacifistes bourgeois, dans la CGT, qui mériterait des explications. Giroux, très louangé par le Libéraire, n'avait pas hésité, en septembre, à recommander par circulaire, l'action commune avec les sections de l'Alliance démocratique de M. Flandin. Tout cela n'est pas trop clair...

C'est peut-être la raison pour laquelle le Libéraire s'adonne aux injures, fait crier « A Mutualité les trotskystes » comme à la Mutualité où ses dirigeants ont refusé la parole aux représentants du POI, bien qu'ils se soient auparavant entendus avec eux. Camarades anarchistes, il est temps de réfléchir ! Avec qui entendez-vous mener l'unité d'action ?

Le Gérant : LORET

Imp. Spéciale, 45, Passage Dubail, Paris